



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
(NOMINATIFS)  
N°R06-2024-125

PUBLIÉ LE 21 JUIN 2024

# Sommaire

## **Agence régionale de Santé de Mayotte /**

R06-2024-06-19-00001 - Décision n°2024-20-ARS-MAY portant autorisation de création d'une officine de pharmacie Vanille (3 pages) Page 4

## **Conseil Départemental de Mayotte /**

R06-2024-06-21-00002 - Le tableau de résumé des avis de clôture de bornage délivré par la Direction des Affaires Foncières - PV du 21 juin 2024 (3 pages) Page 8

R06-2024-06-21-00004 - Le tableau de résumé des avis de clôture de bornage délivré par la Direction des Affaires Foncières - PV du 21 juin 2024 BIS (3 pages) Page 12

R06-2024-06-21-00001 - Le tableau de résumé des avis de réquisition d'immatriculation délivré par la Direction des Affaires Foncières - RI du 21 juin 2024 (3 pages) Page 16

R06-2024-06-21-00003 - Le tableau de résumé des avis de réquisition d'immatriculation délivré par la Direction des Affaires Foncières - RI du 21 juin 2024 BIS (3 pages) Page 20

## **Direction Régionale des Finances publiques /**

R06-2024-05-17-00001 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0377 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à BANDRELE cadastrée : BANDRELE, AL 47 d'une superficie de 2 a 34 ca (2 pages) Page 24

R06-2024-05-27-00001 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0386 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à CHICONI cadastrée : CHICONI, AM 331 d'une superficie de 1 a 54 ca (2 pages) Page 27

R06-2024-05-24-00003 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0388 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à KOUNGOU cadastrée : KOUNGOU, BI 101 d'une superficie de 1 a 41 ca (2 pages) Page 30

R06-2024-05-24-00004 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0389 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à MTSAMBORO cadastrée : MTSAMBORO, AH 577 d'une superficie de 2 a 51 ca (2 pages) Page 33

R06-2024-05-24-00005 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0390 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à BANDRELE cadastrée : BANDRELE, AL 108 d'une superficie de 3 a 19 ca (2 pages) Page 36

R06-2024-05-24-00006 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0391 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à ACOUA cadastrée : ACOUA, AB 544 d'une superficie de 0 a 66 ca (2 pages)

Page 39

R06-2024-05-24-00007 - Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0392 portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à MTSAMBORO cadastrée : MTSAMBORO, AL 141 d'une superficie de 1 a 78 ca (2 pages)

Page 42

**Préfecture de MAYOTTE /**

R06-2024-06-20-00001 - Arrêté n°2024-DIRCAB-458 portant délégation de signature à M. Aurélien DIOUF, sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte (4 pages)

Page 45

Agence régionale de Santé de Mayotte

R06-2024-06-19-00001

Décision n°2024-20-ARS-MAY portant  
autorisation de création d'une officine de  
pharmacie Vanille

**DECISION n° 2024/20/ARS-MAY  
PORTANT AUTORISATION DE CREATION  
D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE**

**Le directeur général de l'agence régionale de santé de Mayotte**

- Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 5125-3 et suivants, L 5511-1 et suivants et R. 5125-1 et suivants,
- Vu l'ordonnance n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie,
- Vu la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, notamment son article 64,
- Vu le décret n° 2017-1688 du 14 décembre 2017 authentifiant les résultats du recensement de la population 2017 de Mayotte,
- Vu le décret n° 2018-672 du 30 juillet 2018 relatif aux demandes d'autorisation de création, transfert et regroupement et aux conditions minimales d'installations des officines de pharmacie,
- Vu le décret n° 2020-18 du 10 janvier 2020 relatif à l'organisation du système de santé à la Réunion et à Mayotte,
- Vu le décret du 17 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Olivier BRAHIC, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Mayotte,
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant la liste des pièces justificatives accompagnant toute demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- Vu le jugement n°2001542 rendu par le tribunal administratif de Mayotte en date du 27 mars 2024 annulant la décision de la directrice générale de l'ARS de Mayotte du 5 mars 2020,
- Vu la demande présentée par Monsieur Anas Bnoukacem, pour la pharmacie Vanille, enregistrée le 18 avril 2024 au vu de l'état complet de son dossier,
- Vu l'avis du syndicat des pharmaciens de l'île de Mayotte en date du 18 avril 2024,
- Vu l'avis de la délégation Réunion/Mayotte du conseil central de la section E de l'ordre national des pharmaciens rendu le 13 juin 2024,
- Vu l'avis de la Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France (FSPF), réputé rendu le 18 juin 2024 en application de l'article R 5125-2 du code de santé publique,

**Considérant** que selon l'article L 5125-3 du code de la santé publique, l'ouverture d'une officine par voie de création est autorisée si les conditions démographiques prévues au 2° de l'article



L.5125-3 du code de la santé publique sont réunies, et si elle permet une desserte en médicaments optimale au regard des besoins de la population résidente et du lieu d'implantation choisi par le pharmacien demandeur au sein d'une commune, d'un quartier défini à l'article L. 5125-3-1 du même code ;

**Considérant** qu'au dernier recensement établi par le décret n° 2017-1688 du 14 décembre 2017 publié au journal officiel, la commune de Mamoudzou compte une population municipale de 71437 habitants ;

**Considérant** que suite à la décision du Tribunal Administratif de Mayotte susvisée annulant la licence de pharmacie attribuée à Monsieur Anas Bnoukacem, la commune de Mamoudzou dispose à date de neuf licences d'officine de pharmacie ;

**Considérant** que l'article L 5511-3 du code la santé publique prescrivant une officine supplémentaire par tranche entière de 7 000 habitants recensés est respectée ;

**Considérant** que, ainsi, l'ouverture d'une officine par voie de création est possible au sein de la commune de Mamoudzou au regard du 2° de l'article L 5125-3 du code de la santé publique dans sa rédaction issue de l'article L 5511-2-2 du même code ;

**Considérant** que la création sollicitée se situe sur la commune de Mamoudzou, dans un quartier ainsi délimité :

- au sud depuis la mangrove par la rivière de Kaweni jusqu'à la RN1, puis en descendant par la RN1 jusqu'au croisement avec la rue Madrasse puis par la rue Cheik Said Ahamed, puis dans le prolongement de cette rue jusqu'à l'ouest du quartier ;
- à l'ouest par les pentes abruptes et boisées, le quartier se situant dans une cuvette, et remontant au nord jusqu'à la limite communale ;
- depuis la limite ouest, au nord par la rivière Mro Wa Kawenilajoli jusqu'à la RN1, puis de la RN1 jusqu'à la rue de la plage Hamaha ;
- à l'est par la mangrove et la mer ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L.5125-3-2 du code de la santé publique, le caractère optimal de la desserte en médicaments au regard des besoins prévus à l'article L.5125-3 est satisfait dès lors que les conditions cumulatives suivantes sont respectées :

1° L'accès à l'officine est aisé ou facilité par sa visibilité, par des aménagements piétonniers, des stationnements et le cas échéant, des dessertes par les transports en commun ;

2° Les locaux de la nouvelle officine remplissent les conditions d'accessibilité mentionnées à l'article L.111-7-3 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les conditions minimales d'installation prévues par décret. Ils permettent la réalisation des missions prévues à l'article L.5125-1-1A du présent code et ils garantissent un accès permanent du public en vue d'assurer un service de garde et d'urgence ;

3° La nouvelle officine approvisionne la même population résidente ou une population résidente jusqu'ici non desservie ou une population résidente dont l'évolution démographique est avérée ou prévisible au regard des permis de construire délivrés pour des logements individuels ou collectifs.

**Considérant** que l'officine est aisément accessible avec des aménagements piétonniers aux abords de celle-ci, ainsi que plusieurs emplacements de stationnement ;

**Considérant** que les locaux de la nouvelle officine remplissent les conditions d'accessibilité et d'aménagement mentionnées à l'article L.111-7-3 du code de la construction et de l'habitation,



ainsi que les conditions minimales d'installation prévues par les articles R 5125-8 et R 5125-9 du code de la santé publique ;

**Considérant** que la création de l'officine permettra une desserte en médicaments optimale au regard de la population résidente du quartier ainsi délimité, aujourd'hui non desservi, et du lieu d'implantation choisi par le pharmacien demandeur, conformément aux articles L 5125-3 et L 5125-3-2 du code de la santé publique ;

## DECIDE

Article 1 La demande présentée par Monsieur Anas Bnoukacem, en vue de créer une officine de pharmacie sous forme de société d'exercice libéral à responsabilités limitées, dénommée « Pharmacie vanille », dans un local sis Immeuble Djouma, Route Nationale 1, Kaweni, 97600, commune de Mamoudzou **est accordée**.

Article 2 Avant l'ouverture, de la pharmacie dont la licence portera le numéro n° **976#000054**, la déclaration d'exploitation de celle-ci devra être enregistrée à l'ordre des pharmaciens.

Article 3 La présente autorisation de création ne prendra effet qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation au pharmacien demandeur.

L'officine doit être effectivement ouverte au public, au plus tard, à l'issue du délai de deux ans qui court à partir du jour de la notification du présent arrêté, sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois, gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Mayotte, d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Mayotte.

Le délai de recours prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté pour l'intéressé et de la date de publication du présent arrêté pour les tiers. Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 5 Le présent arrêté sera publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de Mayotte.

Article 6 Le directeur général de l'Agence régionale de santé de Mayotte est chargé de l'application de la présente décision.

Fait à Mamoudzou, le 19 juin 2024

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Mayotte

M. Olivier BRAHIC



ARS MAYOTTE  
Centre Kinga – 90, route Nationale 1 - Kawéni – BP 410 – 97600 MAMOUZOU  
Standard : 02 69 61 12 25  
[www.ars.mayotte.sante.fr](http://www.ars.mayotte.sante.fr)

Maescha dé Unono  
"La vie, c'est la santé"



# Conseil Départemental de Mayotte

R06-2024-06-21-00002

Le tableau de résumé des avis de clôture de bornage délivré par la Direction des Affaires Foncières - PV du 21 juin 2024

Veuillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

<b>N°de la Réquisition</b>	<b>Nom du requérant</b>	<b>Commune</b>	<b>Section cadastrale</b>	<b>Superficie en m<sup>2</sup></b>	<b>Date du bornage</b>
<b>RI 7237</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 537</b>	<b>232</b>	<b>8 août 2006</b>
<b>RI 7241</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AN N° 1185</b>	<b>143</b>	<b>20-janv-14</b>
<b>RI 7258</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 710</b>	<b>195</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7260</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 714</b>	<b>257</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7262</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 721</b>	<b>259</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7263</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 729</b>	<b>242</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7266</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 739</b>	<b>215</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7267</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 745</b>	<b>168</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7269</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 749</b>	<b>236</b>	<b>08-août-06</b>

<b>RI 7270</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 750</b>	<b>67</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7271</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 752</b>	<b>97</b>	<b>08-août-06</b>
<b>RI 7275</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 833</b>	<b>226</b>	<b>07-août-06</b>
<b>RI 7281</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 853</b>	<b>182</b>	<b>07-août-06</b>
<b>RI 7286</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 938</b>	<b>179</b>	<b>11-août-06</b>
<b>RI 12529</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AL N° 917/ 918/ 919/ 920/ 921/ 922/ 923/ 924</b>	<b>23418</b>	<b>22-sept-11</b>
<b>RI 12549</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AH N° 718</b>	<b>890</b>	<b>15-sept-11</b>
<b>RI 4597</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 294</b>	<b>525</b>	<b>24-mai-06</b>
<b>RI 5106</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N°712</b>	<b>154</b>	<b>12-févr-15</b>
<b>RI 5642</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N°27</b>	<b>425</b>	<b>13-sept-06</b>
<b>RI 6475</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 14</b>	<b>339</b>	<b>15-oct-07</b>
<b>RI 6477</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 249</b>	<b>45</b>	<b>16-déc-09</b>

<b>RI 6479</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 428</b>	<b>262</b>	<b>11-oct-07</b>
<b>RI 6464</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 42</b>	<b>391</b>	<b>23-oct-07</b>
<b>RI 6521</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 216</b>	<b>493</b>	<b>22-oct-07</b>
<b>RI 6523</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 429</b>	<b>177</b>	<b>03-oct-07</b>
<b>RI 6528</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 565</b>	<b>219</b>	<b>18-oct-07</b>
<b>RI 6530</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 462</b>	<b>245</b>	<b>01-oct-07</b>
<b>RI 6538</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 391</b>	<b>328</b>	<b>27-janv-10</b>
<b>RI 6541</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AM N° 304</b>	<b>540</b>	<b>29-oct-07</b>
<b>RI 6562</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 424/AK N° 125</b>	<b>580</b>	<b>21-oct-10</b>
<b>RI 6574</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AD N° 62</b>	<b>690</b>	<b>15-oct-07</b>
<b>RI 6586</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 116</b>	<b>953</b>	<b>16-sept-06</b>
<b>RI 6589</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 72</b>	<b>833</b>	<b>30-mai-06</b>

# Conseil Départemental de Mayotte

R06-2024-06-21-00004

Le tableau de résumé des avis de clôture de bornage délivré par la Direction des Affaires Foncières - PV du 21 juin 2024 BIS

Veillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

<b>N° de la Réquisition</b>	<b>Nom du requérant</b>	<b>Commune</b>	<b>Section cadastrale</b>	<b>Superficie en m<sup>2</sup></b>	<b>Date du bornage</b>
<b>RI 6602</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 82</b>	<b>337</b>	<b>23-nov-06</b>
<b>RI 6604</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 44</b>	<b>570</b>	<b>09-juin-06</b>
<b>RI 6605</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 29</b>	<b>840</b>	<b>21-nov-06</b>
<b>RI 6606</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 99</b>	<b>134</b>	<b>16-oct-06</b>
<b>RI 6607</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 50</b>	<b>217</b>	<b>09-juin-06</b>
<b>RI 6619</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 30</b>	<b>727</b>	<b>21-nov-06</b>
<b>RI 6627</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 65</b>	<b>184</b>	<b>08-juin-06</b>
<b>RI 6632</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 19</b>	<b>525</b>	<b>18-mai-06</b>
<b>RI 6635</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 98</b>	<b>157</b>	<b>02-mai-06</b>

<b>RI 6636</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 487</b>	<b>167</b>	<b>25-avr-06</b>
<b>RI 6641</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AM N° 483</b>	<b>107</b>	<b>25-avr-06</b>
<b>RI 6643</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 78</b>	<b>167</b>	<b>03-mai-06</b>
<b>RI 6647</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 225</b>	<b>201</b>	<b>04-mai-06</b>
<b>RI 6660</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 224</b>	<b>125</b>	<b>04-mai-06</b>
<b>RI 6663</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 205</b>	<b>207</b>	<b>10-mai-06</b>
<b>RI 12529</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AL N° 917/ 918/ 919/ 920/ 921/ 922/ 923/ 924</b>	<b>23418</b>	<b>22-sept-11</b>
<b>RI 12549</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AH N° 718</b>	<b>890</b>	<b>15-sept-11</b>
<b>RI 4597</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 294</b>	<b>525</b>	<b>24-mai-06</b>
<b>RI 5106</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N°712</b>	<b>154</b>	<b>12-févr-15</b>
<b>RI 5642</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N°27</b>	<b>425</b>	<b>13-sept-06</b>
<b>RI 6475</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 14</b>	<b>339</b>	<b>15-oct-07</b>

<b>RI 6477</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 249</b>	<b>45</b>	<b>16-déc-09</b>
<b>RI 6479</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 428</b>	<b>262</b>	<b>11-oct-07</b>
<b>RI 6464</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 42</b>	<b>391</b>	<b>23-oct-07</b>
<b>RI 6521</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 216</b>	<b>493</b>	<b>22-oct-07</b>
<b>RI 6523</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 429</b>	<b>177</b>	<b>03-oct-07</b>
<b>RI 6528</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 565</b>	<b>219</b>	<b>18-oct-07</b>
<b>RI 6530</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 462</b>	<b>245</b>	<b>01-oct-07</b>
<b>RI 6538</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 391</b>	<b>328</b>	<b>27-janv-10</b>
<b>RI 6541</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AM N° 304</b>	<b>540</b>	<b>29-oct-07</b>
<b>RI 6562</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 424/AK N° 125</b>	<b>580</b>	<b>21-oct-10</b>
<b>RI 6574</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AD N° 62</b>	<b>690</b>	<b>15-oct-07</b>
<b>RI 6586</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 116</b>	<b>953</b>	<b>16-sept-06</b>
<b>RI 6589</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 72</b>	<b>833</b>	<b>30-mai-06</b>

# Conseil Départemental de Mayotte

R06-2024-06-21-00001

Le tableau de résumé des avis de réquisition  
d'immatriculation délivré par la Direction des  
Affaires Foncières - RI du 21 juin 2024

Veuillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de réquisition d'immatriculation délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

<b>N° de la Réquisition</b>	<b>Nom du requérant</b>	<b>Commune</b>	<b>Section cadastrale</b>	<b>Superficie en m<sup>2</sup></b>
<b>RI 7237</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 537</b>	<b>232</b>
<b>RI 7241</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AN N° 1185</b>	<b>143</b>
<b>RI 7242</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 632</b>	<b>109</b>
<b>RI 7243</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 633</b>	<b>207</b>
<b>RI 7246</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 646</b>	<b>302</b>
<b>RI 7249</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 656</b>	<b>114</b>
<b>RI 7258</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 710</b>	<b>195</b>
<b>RI 7260</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 714</b>	<b>257</b>
<b>RI 7262</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 721</b>	<b>259</b>
<b>RI 7263</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 729</b>	<b>242</b>
<b>RI 7265</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 737</b>	<b>154</b>
<b>RI 7266</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 739</b>	<b>215</b>
<b>RI 7267</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUZDI</b>	<b>AE N° 745</b>	<b>168</b>

<b>RI 7269</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 749</b>	<b>236</b>
<b>RI 7270</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 750</b>	<b>67</b>
<b>RI 7271</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 752</b>	<b>97</b>
<b>RI 7272</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 755</b>	<b>310</b>
<b>RI 7274</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 758</b>	<b>165</b>
<b>RI 7275</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 833</b>	<b>226</b>
<b>RI 7281</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 853</b>	<b>182</b>
<b>RI 7286</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 938</b>	<b>179</b>
<b>RI 7287</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AN</b>	<b>193</b>
<b>RI 12529</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AL N° 917/ 918/ 919/ 920/ 921/ 922/ 923/ 924</b>	<b>23418</b>
<b>RI 12534</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AN N° 338</b>	<b>558</b>
<b>RI 12538</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 59</b>	<b>4695</b>
<b>RI 12542</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 9/ 10/ 28/ 30</b>	<b>4460</b>
<b>RI 12543</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 59</b>	<b>2424</b>
<b>RI 12547</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 11/ 13/ 14</b>	<b>3499</b>
<b>RI 4597</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 294</b>	<b>525</b>

<b>RI 5106</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N°712</b>	<b>154</b>
<b>RI 5642</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N°27</b>	<b>425</b>
<b>RI 6475</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 14</b>	<b>339</b>
<b>RI 6477</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 249</b>	<b>45</b>
<b>RI 6479</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 428</b>	<b>262</b>
<b>RI 6464</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 42</b>	<b>391</b>
<b>RI 6521</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 216</b>	<b>493</b>
<b>RI 6523</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 429</b>	<b>177</b>
<b>RI 6528</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 565</b>	<b>219</b>
<b>RI 6530</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 462</b>	<b>245</b>
<b>RI 6538</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 391</b>	<b>328</b>
<b>RI 6541</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AM N° 304</b>	<b>540</b>
<b>RI 6562</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 424/AK N° 125</b>	<b>580</b>
<b>RI 6574</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AD N° 62</b>	<b>690</b>
<b>RI 6586</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 116</b>	<b>953</b>
<b>RI 6589</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 72</b>	<b>833</b>



# Conseil Départemental de Mayotte

R06-2024-06-21-00003

Le tableau de résumé des avis de réquisition  
d'immatriculation délivré par la Direction des  
Affaires Foncières - RI du 21 juin 2024 BIS

Veillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de réquisition d'immatriculation délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

<b>N° de la Réquisition</b>	<b>Nom du requérant</b>	<b>Commune</b>	<b>Section cadastrale</b>	<b>Superficie en m<sup>2</sup></b>
<b>RI 6602</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 82</b>	<b>337</b>
<b>RI 6604</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 44</b>	<b>570</b>
<b>RI 6605</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 29</b>	<b>840</b>
<b>RI 6606</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 99</b>	<b>134</b>
<b>RI 6607</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 50</b>	<b>217</b>
<b>RI 6619</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 30</b>	<b>727</b>
<b>RI 6627</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 65</b>	<b>184</b>
<b>RI 6635</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 98</b>	<b>157</b>
<b>RI 6636</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 487</b>	<b>167</b>
<b>RI 6641</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AM N° 483</b>	<b>107</b>
<b>RI 6643</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 78</b>	<b>167</b>
<b>RI 6647</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 225</b>	<b>201</b>
<b>RI 6660</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 224</b>	<b>125</b>

<b>RI 6663</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 205</b>	<b>207</b>
<b>RI 7269</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 749</b>	<b>236</b>
<b>RI 7270</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 750</b>	<b>67</b>
<b>RI 7271</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 752</b>	<b>97</b>
<b>RI 7272</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 755</b>	<b>310</b>
<b>RI 7274</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 758</b>	<b>165</b>
<b>RI 7275</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 833</b>	<b>226</b>
<b>RI 7281</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 853</b>	<b>182</b>
<b>RI 7286</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AE N° 938</b>	<b>179</b>
<b>RI 7287</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AN</b>	<b>193</b>
<b>RI 12529</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AL N° 917/ 918/ 919/ 920/ 921/ 922/ 923/ 924</b>	<b>23418</b>
<b>RI 12534</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AN N° 338</b>	<b>558</b>
<b>RI 12538</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 59</b>	<b>4695</b>
<b>RI 12542</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 9/ 10/ 28/ 30</b>	<b>4460</b>
<b>RI 12543</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 59</b>	<b>2424</b>
<b>RI 12547</b>	<b>CDM</b>	<b>DZAOUDZI</b>	<b>AI N° 11/ 13/ 14</b>	<b>3499</b>

<b>RI 4597</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 294</b>	<b>525</b>
<b>RI 5106</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N°712</b>	<b>154</b>
<b>RI 5642</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N°27</b>	<b>425</b>
<b>RI 6475</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 14</b>	<b>339</b>
<b>RI 6477</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 249</b>	<b>45</b>
<b>RI 6479</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 428</b>	<b>262</b>
<b>RI 6464</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 42</b>	<b>391</b>
<b>RI 6521</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 216</b>	<b>493</b>
<b>RI 6523</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 429</b>	<b>177</b>
<b>RI 6528</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 565</b>	<b>219</b>
<b>RI 6530</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AB N° 462</b>	<b>245</b>
<b>RI 6538</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 391</b>	<b>328</b>
<b>RI 6541</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AM N° 304</b>	<b>540</b>
<b>RI 6562</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AC N° 424/AK N° 125</b>	<b>580</b>
<b>RI 6574</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AD N° 62</b>	<b>690</b>
<b>RI 6586</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AH N° 116</b>	<b>953</b>
<b>RI 6589</b>	<b>CDM</b>	<b>ACOUA</b>	<b>AE N° 72</b>	<b>833</b>



# Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-17-00001

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0377 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
BANDRELE cadastrée : BANDRELE, AL 47 d'une  
superficie de 2 a 34 ca



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP-0377 du 17 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de  
l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
BANDRELE cadastrée :**

**BANDRELE, AL 47 d'une superficie de 2 a 34 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

**VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

**VU** le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

**VU** le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

**VU** le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**VU** les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 11/10/2021.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est déclassée du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :  
BANDRELE cadastrée AL n° 47 d'une superficie de 2 a 34 ca

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :  
Madame SELEMANI Moinecha, née le 5 mars 1969 à Bandrélé

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL



# Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-27-00001

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0386 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
CHICONI cadastrée : CHICONI, AM 331 d'une  
superficie de 1 a 54 ca



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP- 386 du 27 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de  
l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
CHICONI cadastrée :**

**CHICONI, AM 331 d'une superficie de 1 a 54 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

VU la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

VU le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

VU le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

VU le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

VU le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

VU l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

VU les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 31/05/2023.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est **déclassée** du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :

CHICONI cadastrée AN° 331 d'une superficie de 1 a 54 ca

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :

Madame BACAR-HALIDI Anfya, née le 20 septembre 1957 à Chiconi.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL



# Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-24-00003

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0388 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
KOUNGOU cadastrée : KOUNGOU, BI 101 d'une  
superficie de 1 a 41 ca

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP-0388 du 24 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à KOUNGOU cadastrée :**

**KOUNGOU, BI 101 d'une superficie de 1 a 41 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

**VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

**VU** le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

**VU** le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

**VU** le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**VU** les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 14/11/2023.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est **déclassée** du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :

KOUNGOU cadastrée BI n° 101 d'une superficie de 1 a 41 ca

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :

Madame ALI BOTO Moina, née le 3 juillet 1967 à Mamoudzou.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,



Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL

# Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-24-00004

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0389 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
MTSAMBORO cadastrée : MTSAMBORO, AH 577  
d'une superficie de 2 a 51 ca



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP-0389 du 24 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de  
l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
MTSAMBORO cadastrée :**

**MTSAMBORO, AH 577 d'une superficie de 2 a 51 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

**VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

**VU** le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

**VU** le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

**VU** le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**VU** les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 14/11/2023.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est **déclassée** du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :

MTSAMBORO cadastrée AH n° 577 d'une superficie de 2 a 51 ca

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :

Madame MATCH Fatima, née le 5 juin 1973 à Mtsahara, commune de MTSAMBORO.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,  
pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général



Sabry HANI

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL

# Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-24-00005

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0390 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
BANDRELE cadastrée : BANDRELE, AL 108 d'une  
superficie de 3 a 19 ca



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP-0390 du 24 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de  
l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
BANDRELE cadastrée :**

**BANDRELE, AL 108 d'une superficie de 3 a 19 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

**VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

**VU** le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

**VU** le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

**VU** le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**VU** les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 14/11/2023.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est déclassée du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :

BANDRELE cadastrée AL n° 108 d'une superficie de 3 a 19 ca.

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :

Madame MCHINDRA MARI Zouloufaou, née le 20 novembre 1978 à Bandrélé.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,



Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL

Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-24-00006

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0391 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
ACOUA cadastrée : ACOUA, AB 544 d'une  
superficie de 0 a 66 ca

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP-0391 du 24 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de  
l'ETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à ACOUA  
cadastrée :**

**ACOUA, AB 544 d'une superficie de 0 a 66 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

**VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

**VU** le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

**VU** le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

**VU** le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**VU** les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 14/11/2023.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est **déclassée** du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :  
ACOUA cadastrée AB n° 544 d'une superficie de 0 a 66 ca.

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :  
Madame MADI Bibi, née le 22 juillet 1949 à Acoua.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
Sabry HANI



**COPIE :**

- RAA
- DEAL
- DRCL

# Direction Régionale des Finances publiques

R06-2024-05-24-00007

Arrêté n°2024-SG-DRFIP-0392 portant  
déclassement du domaine public maritime de  
l'ÉTAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
MTSAMBORO cadastrée : MTSAMBORO, AL 141  
d'une superficie de 1 a 78 ca



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES  
PUBLIQUES DE MAYOTTE  
SERVICE LOCAL DU DOMAINE

**ARRETE N° 2024-SG-DRFIP-0392 du 24 mai 2024**

**portant déclassement du domaine public maritime de  
PETAT (ZPG) d'une parcelle de terrain située à  
MTSAMBORO cadastrée :**

**MTSAMBORO, AL 141 d'une superficie de 1 a 78 ca**

**LE PRÉFET DE MAYOTTE**

Délégué du Gouvernement,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006 du code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L3111-1, L5114-1, et suivants ;

**VU** la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le décret du 28 septembre 1926 réglementant le Domaine et les arrêtés d'application du 12 août 1927 ;

**VU** le décret du 25 août 1929 complété par les arrêtés du 12 mars 1930, du 1<sup>er</sup> octobre 1932, du 11 mai 1933 et du 21 mars 1955 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de M. Christian PICHEVIN, en qualité de directeur régional des Finances publiques de Mayotte ;

**VU** le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;

**VU** le décret du 14 février 2024, portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**VU** les avis favorables des commissions spécifiques de cession des parcelles sises dans la zone des pas géométriques du 31/05/2023.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte :

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : est **déclassée** du domaine public maritime de l'État, la parcelle de terrain située à :  
MTSAMBORO cadastrée AL n° 141 d'une superficie de 1 a 78 ca

**ARTICLE 2** : Origine de propriété :

La parcelle déclassée appartient au domaine public maritime de l'Etat, zone des pas géométriques.

**ARTICLE 3** : Le terrain déclassé sera incorporé au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une cession à :

Madame YOUSOUF Hariri, née le 25 août 1960 à Mtsamboro.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des Finances publiques, le directeur de l'Environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le Préfet,  
délégué du Gouvernement,



Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

Sabry HANI

COPIE :

- RAA
- DEAL
- DRCL

Préfecture de MAYOTTE

R06-2024-06-20-00001

Arrêté n°2024-DIRCAB-458 portant délégation de signature à M. Aurélien DIOUF , sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte



# PRÉFET DE MAYOTTE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté n° 2024-DIRCAB-458 du 20/06/2024  
portant délégation de signature à M. Aurelien DIOUF, sous-préfet , directeur de  
cabinet du préfet de Mayotte**

**Le Préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 22 juillet 2022 portant nomination de M. Frédéric SAUTRON, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 18 novembre 2022 portant nomination de M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU le décret du 30 janvier 2024 portant nomination de M. Aurelien DIOUF, sous-préfet , directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 14 février 2024 portant nomination de M. François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;
- VU l'arrêté n° 2016-13044 du 1<sup>er</sup> août 2016 portant titularisation de Mariama dite Alfia MADJINDA, au grade de secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- VU l'arrêté ministériel du 06 mai 2024 portant changement d'affectation de Mme Marie Pia JUNGBLUTH, attachée principale, sur le poste de cheffe du service interministériel de défense et protection civiles à la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté ministériel du 18 juillet 2022 portant changement d'affectation avec changement de résidence hors métropole de M Franck LORENZI, attaché d'administration hors classe sur le poste de chef de bureau du cabinet du préfet de Mayotte ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2024-SG-089 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Sabry HANI, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;
- VU la décision n° 104/SG/SRHAS/2016 du 14 novembre 2016 portant affectation de M. Bachirou ALI M'ZE, secrétaire administratif, à la préfecture de Mayotte en qualité d'adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Mayotte,

## ARRÊTE :

Article 1er. - Délégation de signature est donnée à M. Aurelien DIOUF, sous-préfet , directeur de cabinet du préfet de Mayotte à l'effet de signer :

- a) tous les documents administratifs, arrêtés et décisions relevant des attributions du cabinet,
- b) l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement du cabinet dans la limite des enveloppes budgétaires notifiées,
- c) de présider l'ensemble des commissions relevant du cabinet, notamment la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et l'ensemble des sous-commissions qui la composent ainsi que tout document relatif à ces commissions,
- d) toutes les pièces relatives à l'engagement, la liquidation et mandatement des dépenses imputées sur les programmes suivants :
  - programme n° 207 « sécurité et circulation routières » ;
  - programme n° 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » – action 10 « Fonds interministériel de prévention de la délinquance » .

Article 2. - Délégation de signature est donnée à M. Aurelien DIOUF, sous-préfet , directeur de cabinet du préfet de Mayotte, lorsqu'il assure le service de permanence, pour prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence.

Article 3. - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Sabry HANI, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et de M. Aurelien DIOUF, sous-préfet , directeur de cabinet du préfet de Mayotte la délégation de signature est donnée à M. Frédéric SAUTRON, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence notamment toute décision relative à l'entrée et au séjour des étrangers et de la police des étrangers à Mayotte.

Article 4. - Délégation de signature est donnée à Mme Marie Pia JUNGBLUTH, cheffe du service de défense et de protection civiles, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous les documents et correspondances administratifs, à l'exclusion des arrêtés.

Article 5. - Délégation de signature est donnée à Mme Marie Pia JUNGBLUTH, à l'effet de présider la sous-commission départementale contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

Article 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Pia JUNGBLUTH, la délégation de signature qui lui est donnée à l'article 7 sera exercée par M. Bachirou ALI M'ZE ou Mme Mariama dite Alfia MADJINDA pour les établissements de 2<sup>e</sup> à 5<sup>e</sup> catégories.

Article 7. - Délégation de signature est donnée à M. Franck LORENZI, chef de bureau du cabinet du préfet, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous les documents et correspondances administratifs, à l'exclusion des arrêtés et des décisions.

Article 8. - En fonction de leurs attributions, délégation de signature est donnée à Mme Halima AHAMADI et M. Jean-Michel KRAHL, à effet d'exprimer les besoins (EB) et de constater le service fait (SF) dans Chorus formulaire ainsi que d'effectuer les opérations de saisie et de validation dans Chorus qui lui incombent en tant que responsable du budget opérationnel de programme (RBOP) 216 et de l'unité opérationnelle (RUO) 216-CIPD-D976.

Article 9. - L'arrêté préfectoral n° 2024-DIRCAB-092 du 27 février 2024 portant délégation de signature à M. Aurelien DIOUF, directeur de cabinet du préfet de Mayotte est abrogé.

Article 10. - Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur de cabinet du préfet de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur régional des finances publiques et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Le préfet,  
délégué du Gouvernement



Francois-Xavier BIEUVILLE

